

## Honduras : des droits humains bafoués

L'assassinat de Berta Cáceres<sup>1</sup> met cruellement en lumière la situation épouvantable des droits humains au Honduras. Qui n'a d'équivalent que la fraude, la corruption et la violence qui gangrènent ce pays. Sur fonds de misère et d'extrême pauvreté. Une violence très ciblée qui vise particulièrement les défenseurs des droits de l'homme – dont beaucoup sont harcelés, comme Berta Cáceres l'a été avant d'être assassinée, ou comme Berta Oliva, coordinatrice générale du COFADEH, l'est constamment, etc...

Le rapport présenté en début d'année par l'organisation Human Rights Watch est accablant<sup>2</sup>.

Celui présenté le 18 Février par la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH, organe de l'OEA) ne l'est pas moins. En voici quelques extraits<sup>3</sup> :

*« La CIDH a observé que les niveaux de violence enregistrés - et leur impact particulier sur les défenseurs des Droits Humains, les peuples indigènes, les femmes, les enfants, les adolescents, les jeunes, les personnes LGBT, les migrants, les paysans du Bas Aguan et les journalistes et travailleurs de la communication et les professionnels de la justice – sont le résultat de divers facteurs parmi lesquels se détachent l'augmentation du crime organisé et du trafic de drogues, le recrutement d'enfants et d'adolescents, une réponse judiciaire déficiente qui conduit à l'impunité, la corruption, et de hauts niveaux de pauvreté et d'inégalité. En outre, selon les informations reçues, une partie de cette insécurité proviendrait de la police elle-même, de la police militaire et de l'armée à travers l'usage illégitime de la force, dans certains cas en complicité avec le crime organisé. La CIDH est particulièrement préoccupée du fait que ces indices de violence et d'insécurité sont exacerbés par l'absence de politiques publiques pour faire face aux inégalités et à l'exclusion sociale de grands secteurs de la population. Ainsi, la situation des groupes en condition de vulnérabilité, dû à leur discrimination historique, se trouve confrontée à des obstacles persistants à la pleine jouissance de leurs droits et à l'accès à la justice.*

[...]

*Plus spécifiquement, la CIDH a observé les graves difficultés et les défis pour l'accès aux besoins élémentaires, aux emplois, aux ressources naturelles comme la terre et les moyens de survie. Les femmes, les peuples indigènes et les descendants d'africains sont parmi les groupes dans une situation de vulnérabilité majeure du fait de la discrimination et de l'exclusion économique et sociale persistante, ce qui se traduit par des violations de leurs droits humains. En particulier, la CIDH a reçu des témoignages sur la grave situation des travailleuses des entreprises textiles transnationales et des plongeurs miskitos.*

[...]

*La grave situation de violence dans laquelle travaillent les journalistes et les professionnels de la communication dans l'exercice de la liberté d'expression, en fait un groupe particulièrement vulnérable de la population. Selon des chiffres officiels, entre 2003 et 2014, 50 travailleurs des médias ont été assassinés dans le pays. La CIDH a été informée qu'entre janvier et juillet 2015, huit autres homicides de journalistes ont été perpétrés. Dans la plupart des cas, les autorités n'enquêtent ni ne jugent les délits contre les journalistes.*

[...]

*La haute concentration de la propriété et le contrôle des moyens de communication au Honduras a fait également l'objet du rapport. La CIDH et sa Rapporteuse Spéciale ont mis en garde contre une tendance préoccupante en ce qui concerne l'acquisition de grands médias par le capital transnational et le contrôle de petits médias par des dirigeants politiques qui reproduisent les contenus idéologiques et concentrent le message. [...]*

---

1 sur le combat indomptable menée par Berta Cáceres on peut lire l'article <http://www.legrandsoir.info/honduras-le-sang-du-peuple-lenca-coule-dans-sa-lutte-contre-le-projet-de-centrale-hydroelectrique-qui-s-approprie-leurs-terres.html> (que nous avons repris sur notre site)

2 <https://www.hrw.org/es/world-report/2016/country-chapters/285489>

3 <http://www.oas.org/es/cidh/prensa/comunicados/2016/015.asp>; <http://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/Honduras-es-2015.pdf>

*La CIDH a reçu des plaintes suite aux assassinats de 86 professionnels du droit [procureurs, avocats] et de 22 défenseurs des droits humains entre 2010 et 2014.*

*[...]*

*Plus de 90 personnes ont été assassinées au cours des dernières années en raison des conflits pour la terre dans la vallée du Bas Aguan, la plupart d'entre elles à partir de 2009, selon un rapport publié en Mars 2013 par le CONADEH. Beaucoup d'autres ont été victimes d'agressions, de menaces, de privations illégales de liberté et de brutalité policière.*

*[...]*

*80% au moins des homicides commis au Honduras restent impunis. La police nationale a perdu la confiance de la population en raison de l'absence de réponse efficace, de sa corruption et de ses liens avec le crime organisé. »*

En Septembre dernier, face à une crise sociale sans précédent, le pouvoir hondurien a eu recours à une escalade brutale de la répression contre la population hondurienne. Ceci s'est traduit, par exemple, par un mort et des dizaines de blessés lors de l'expulsion violente d'habitants pauvres d'un quartier de Villanueva, l'expulsion brutale d'un groupe de paysans pauvres à Choluteca et l'agression de la journaliste Dunia Montoya, éditrice de la revue « Vida Laboral » [Vie du travail] et correspondante de plusieurs réseaux de presse alternatifs en Amérique Centrale, sauvagement frappée par des policiers et des militaires, alors qu'elle rendait compte de la répression violente contre une manifestation de citoyens indignés [par la corruption] dans la ville d'El Progreso (Yoro). Ana Ortega, présidente du Comité pour la Libre Expression, confiait alors au journaliste Giorgio Trucchi<sup>4</sup> : *"même dans les moments les plus durs du coup d'état, nous n'avions pas assisté à une attaque aussi forte que celle qui est portée maintenant"*. Elle ajoutait *« nous sommes en présence d'une dégradation constante du respect du droit à la liberté d'expression et à l'accès à l'information qui s'aggrave sous le gouvernement actuel. »* Elle rappelait que *« lors du discours des «cent jours», le président Juan Orlando Hernández a dit que ceux qui ne reconnaissent pas ses succès et le critiquaient, faisaient partie du crime organisé ou étaient de mauvais honduriens »*.

La condamnation du directeur de Radio y TV Globo, David Romero, le 13 Novembre dernier, marquait un pas de plus dans les graves atteintes à la liberté d'expression dans ce pays<sup>5</sup>. A notre connaissance, seul un député européen du groupe GUE-NGL (Javier Couso, d'Izquierda Unida – Espagne) s'est ému et a interpellé Federica Mogherini, la Haute Représentante pour les Affaires Etrangères de l'Union Européenne sur *« la détérioration constante »* de la liberté d'expression et d'information au Honduras, en sollicitant une information sur les solutions qu'exige l'UE au Honduras *« dans le cadre du dialogue politique »* et des *« principes en matière démocratique qui figurent dans l'Accord d'Association avec l'Amérique Centrale »*

Le coup d'Etat de Juin 2009 contre le Président constitutionnel de l'époque, Manuel Zelaya, n'est évidemment pas étranger à cette situation. La CIDH avait alors *« pu constater qu'au Honduras, à partir du coup d'Etat, de graves violations des droits humains de ses habitants se sont produites, y compris des assassinats, la déclaration arbitraire de l'état d'exception, la répression de manifestations publiques à travers l'usage disproportionné de la force, la criminalisation de la protestation sociale, les arrestations arbitraires de milliers de personnes, les traitements cruels, inhumains et dégradants et les mauvaises conditions de détention, la militarisation du territoire, l'augmentation des situations de discrimination raciale, les violations des droits des femmes, de sévères restrictions arbitraires au droit à la liberté d'expression et de graves atteintes aux droits politiques. La CIDH avait également constaté l'inefficacité des recours judiciaires pour protéger les droits humains.»*<sup>6</sup>

En 2010, la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU avait émis 129 «recommandations» aux

4 <http://nicaraguaymasespanol.blogspot.fr/2015/11/libertad-de-expresion-en-honduras-sigue.html> traduit en français sur notre site

5 <http://nicaraguaymasespanol.blogspot.fr/2015/11/libertad-de-expresion-en-honduras-sigue.html>

6 <http://www.cidh.org/Comunicados/Spanish/2010/3-10sp.htm>

autorités honduriennes, que celles-ci s'étaient engagées à appliquer.

En Septembre 2015, la même constatait que le « *Honduras no cumple* » (le Honduras n'a pas tenu ses promesses) et a même émis 152 nouvelles recommandations.

En effet, le « retour à l'ordre constitutionnel » a été gravement entaché par une fraude massive lors de l'élection présidentielle de Novembre 2013<sup>7</sup>, portant au pouvoir le candidat officiel Juan Orlando Hernandez (JOH). Malgré tout, cette élection avait reçu la bénédiction de la mission d'observation de l'Union Européenne – dirigée par la députée Ulrika Lunacek (Les Verts Autriche), et malgré la protestation de certains de ses membres – et bien sûr des Etats-Unis ! On sait, depuis lors, qu'outre la fraude, ces élections ont vu le parti National au pouvoir vider les caisses des organismes de Sécurité Sociale (IHSS) pour financer la campagne présidentielle de JOH, provoquant au passage la mort de plus de 3000 personnes, par faute de médicaments. Malgré d'énormes manifestations (« antorchas »)<sup>8</sup> qui, à l'été 2015, ont réuni jusqu'à près d'un million de manifestants (sur 8 millions d'habitants), le pouvoir présidentiel a tenu bon contre vents et marées. Il a ainsi pu éviter la nomination d'une Cour Internationale contre la Corruption au Honduras (CICH), que réclamaient les manifestants et l'opposition (PAC – Parti Anti Corruption – et LIBRE – issu de la résistance contre le coup d'Etat), similaire à celle (CICG) qui avait conduit à la chute du président du Guatemala, Otto Pérez Molina. Comme le rappelait le New York Times, il y a trois semaines, dans un éditorial au vitriol signé Alexander Main<sup>9</sup>, l'OEA a volé au secours d'Hernandez en lui proposant un mécanisme, la MACCIH, qui n'est qu'une « *pantomime anticorruption* ». Il est vrai que JOH bénéficie de sérieux soutiens au sein de la communauté internationale. A commencer bien sûr par les Etats-Unis, dont l'ambassadeur en poste à Tegucigalpa n'a pas hésité, en pleine effervescence des protestations contre la corruption de l'été dernier, à proclamer que « *les relations entre les Etats-Unis et le Honduras sont peut-être les meilleures de l'histoire* ». Mais aussi, de façon moins attendue, en Amérique Latine, où la présidente du Chili, Mme Bachelet, a annoncé son soutien à la candidature du président hondurien à la Présidence de la CELAC en 2017 contre ... Evo Morales. A la différence de ce dernier, JOH ne s'est pas embarrassé d'une consultation populaire pour faire modifier la constitution afin de lui permettre de se représenter en 2017. Il a suffi d'une simple décision de la Cour Suprême de Justice<sup>10</sup> - prise à la demande de l'ancien président Rafael Callejas, aujourd'hui poursuivi par la justice américaine pour son implication dans le scandale de la FIFA.

L'assassinat de Berta Cáceres, dans lequel il faudrait être extrêmement naïf pour ne pas voir la main du pouvoir hondurien et/ou des multinationales minières, rappelle tristement que :

Tandis que les multinationales ont quartier libre au Honduras pour développer des « méga-projets » d'extractivisme (minería) – on recense plus de 300 projets de ce genre – au point de choisir la capitale industrielle du Honduras – San Pedro Sula – pour tenir le « Primer Cónclave Mundial de Minería » (Premier Conclave Mondial d'Exploitation Minière)<sup>11</sup>, en août dernier, tandis que le Honduras est le premier pays à mettre en œuvre le concept de ville-modèle<sup>12</sup>, selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM), 70% de la population du pays continue à vivre en dessous du seuil de pauvreté, 1/3 vit avec moins de 1 dollar par jour. La population rurale vit à 75% dans l'extrême pauvreté, près de la moitié souffre de malnutrition chronique, plus d'un tiers de rachitisme. La malnutrition chronique touche un enfant sur 4 (PAM) – « *il ne faut pas aller très loin pour trouver un enfant avec un besoin désespéré de nourriture* »<sup>13</sup> écrit le PAM, les hôpitaux n'ont plus de médicaments, la moitié des jeunes sont officiellement sans emploi...

7 Maurice Lemoine : <http://www.medelu.org/La-farce-democratique-continue-au>; Prestidigitación electoral en Honduras Le Monde Diplomatique en español Février 2014

8 Cf le reportage de Dirk & Miriam Emanuelsson à voir sur notre site <http://fal-64.wix.com/fal64#!honduras---/cojif>

9 [http://www.nytimes.com/2016/02/16/opinion/an-anti-corruption-charade-in-honduras.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2016/02/16/opinion/an-anti-corruption-charade-in-honduras.html?_r=0)

10 En 2012, Hernandez, alors président du Congrès, avait destitué plusieurs juges de la Cour Suprême et nommé des allés ...

11 <http://www.noalamina.org/latinoamerica/honduras/item/14604-mineras-reunidas-y-la-conspiracion-contracentroamerica>

12 <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/06/LEMOINE/20656>

13 <https://www.wfp.org/countries/honduras>

Il est douteux cependant que cet assassinat nuise aussi peu que ce soit à l'excellence des relations entre le Honduras et les Etats-Unis, engagés, aux côtés du Guatemala et du Salvador, dans le plan Alliance pour la Prospérité. Un plan destiné « *au bénéfice des gens qui en ont le plus besoin* » (sic), selon la déclaration, à Washington, du président hondurien, lors de sa réunion avec le vice-président étatsunien, Joe Biden, et ses homologues du Triangle Nord de l'Amérique Centrale, le 24 Février dernier. Mais, comme le rappelait l'éditorialiste du New York Times, « *les Etats-Unis sont tristement mal placés pour offrir de l'aide [au Honduras]. En 2009, le Département d'Etat avec Hillary Clinton comme secrétaire a favorisé la réussite d'un coup d'Etat militaire au Honduras en bloquant les actions pour restaurer le pouvoir du président de gauche, Manuel Zelaya. Depuis lors, les actions diplomatiques de Washington se sont focalisées sur le soutien d'une série de gouvernements post-golpe corrompus.* »

Francis et Lourdes Cassot  
FAL64  
5 Mars 2016

